

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----  
**La Commission**  
-----

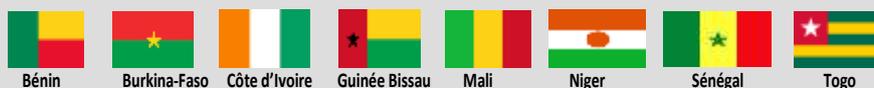
**Département des Politiques Economiques  
et de la Fiscalité Intérieure**



## **NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA**

**N°43**

**1<sup>er</sup> trimestre 2019**



**Juin 2019**

## Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques .....	ii
Sigles et abréviations .....	iii
Résumé .....	1
Introduction.....	3
1. Conjoncture internationale.....	3
1.1. Activité économique mondiale .....	3
1.2. Inflation dans les principales régions du monde .....	4
1.3. Cours des matières premières.....	5
1.4. Taux d'intérêt.....	6
2. Conjoncture dans la zone UEMOA .....	7
2.1. Activité économique régionale .....	7
2.2. Evolution de l'inflation .....	12
2.3. Secteur extérieur .....	14
2.4. Finances publiques.....	18
2.4.1. Recettes .....	18
2.4.2. Dépenses.....	19
2.4.3. Solde budgétaire.....	20
2.5. Situation monétaire.....	20
2.5.1. Masse monétaire .....	20
2.5.2. Actifs extérieurs nets .....	20
2.5.3. Créances sur les autres secteurs .....	21
2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale .....	22
2.6. Activités de la BRVM .....	22
2.7. Taux de change effectif réel.....	22
3. Principaux faits marquants.....	23
3.1. Environnement international .....	23
3.2. Pays de l'UEMOA .....	24
Conclusion.....	26

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b> : Cours des principales matières premières en dollars.....	6
<b>Tableau 2</b> : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2018/2019 .....	8
<b>Tableau 3</b> : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA ....	9
<b>Tableau 4</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction.....	12
<b>Tableau 5</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre .....	13
<b>Tableau 6</b> : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	14
<b>Tableau 7</b> : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds) .....	15
<b>Tableau 8</b> : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds) .....	16
<b>Tableau 9</b> : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %) .....	16
<b>Tableau 10</b> : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds).....	17
<b>Tableau 11</b> : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres. ....	19
<b>Tableau 12</b> : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres.....	21

## Liste des graphiques

<b>Graphique 1</b> : Croissance dans les principales régions du monde.....	4
<b>Graphique 2</b> : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril) .....	5
<b>Graphique 3</b> : Taux de croissance économique dans l'UEMOA .....	7
<b>Graphique 4</b> : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union (en %) ....	18

## Sigles et abréviations

---

<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>BRVM</b>	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
<b>CNPE</b>	: Comité National de Politique Economique
<b>FCFA</b>	: Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FED</b>	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IHPC</b>	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>IHPI</b>	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
<b>INS</b>	: Institut National de la Statistique
<b>LIBOR</b>	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>Nd</b>	: Non disponible
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>TOFE</b>	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>1T19</b>	: Premier trimestre 2019

## Résumé

Après une accélération qui a duré deux ans, la croissance économique mondiale a été de 3,6% en 2018, légèrement en deçà de son niveau de 2017 (3,8%), et devrait être de 3,3% en 2019. Cette contre-performance s'explique par le ralentissement de l'activité économique enregistré au deuxième semestre 2018 dans la plupart des pays, les tensions commerciales entre la Chine et les Etats – Unis, la baisse de la confiance des chefs d'entreprises particulièrement européens, le durcissement des conditions financières et l'augmentation de l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics.

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés est passée à 2,0% contre 1,7%, malgré la baisse des prix des produits de base. Pour la plupart des pays de ce groupe, l'inflation hors alimentation et énergie se situe en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Concernant les pays émergents et en développement, l'inflation hors alimentation et énergie est restée inférieure à 2% en Chine alors que l'activité ralentissait. Dans d'autres pays, les tensions inflationnistes se sont atténuées pour se rapprocher de la limite inférieure fixée par la banque centrale. Dans certains pays, la dépréciation de la monnaie a entraîné une hausse des prix intérieurs.

Au cours du premier trimestre 2019, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est établi à 102,9, dans l'Union s'inscrivant ainsi en baisse de 1,1% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au premier trimestre 2018, l'IHPC est ressorti en baisse de 0,2%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2018, sa croissance économique a été de 3,0% contre 2,9% en 2017, portée par une amélioration progressive de l'économie des pays exportateurs de produits de base. En 2019, les prévisions indiquent une croissance de 3,5%, malgré la détente des cours du pétrole qui devrait entraîner des révisions à la baisse au Nigéria et en Angola.

En 2018, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,6% comme en 2017. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017, en liaison avec la relative baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans certains Etats membres. Pour 2019, il est attendu un taux de croissance de 6,7%.

Au cours du trimestre sous revue, la production industrielle a augmenté au Bénin, au Mali et au Sénégal, tandis qu'elle a baissé en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau, au Niger et au Togo. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires du commerce a baissé en Côte d'Ivoire et au Sénégal, tandis qu'il progresse en Guinée Bissau. Dans le même temps, le chiffre d'affaires des services a progressé au Sénégal. Les créations d'entreprises ont, quant à elles, progressé au Bénin, au Mali et au Sénégal, mais elles ont évolué à la baisse au Niger, en Guinée Bissau et au Togo.

Les exportations de l'Union (hors Bénin pour lequel les données ne sont pas encore disponibles) ont, au 1er trimestre 2019, enregistré une hausse de 15,2%, par rapport

au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018. Cette hausse résulte de la bonne tenue des exportations dans tous les Etats membres à l'exception de la Guinée Bissau et du Niger.

Pour ce qui est des importations de l'Union hors Bénin, elles augmentent de 2,2% par rapport au dernier trimestre 2018 en lien avec les progressions enregistrées dans tous les Etats membres à l'exception du Burkina Faso (-11,1%) et du Sénégal (-7,8%).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est dégradé au cours du trimestre sous revue. Dans le même temps, la masse monétaire, les actifs extérieurs nets et les créances sur les autres secteurs se sont affichés en hausse.

## Introduction

Dans le cadre du suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union, la Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale. Ladite note s'adresse aux décideurs régionaux, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse les principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres ainsi que leur évolution.

La présente note analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2019 et fait une brève projection sur le deuxième trimestre 2019. Elle comporte trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour d'avril 2019 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de juin 2019. Quant aux données nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision des Etats membres à travers des correspondants nationaux.

### 1. Conjoncture internationale

#### 1.1. Activité économique mondiale

Après une accélération qui a duré deux ans, la croissance économique mondiale a été de 3,6% en 2018, légèrement en deçà de son niveau de 2017 (3,8%), et devrait être de 3,3% en 2019. Cette contre-performance s'explique par le ralentissement de l'activité économique dans la plupart des pays au deuxième semestre 2018, les tensions commerciales entre la Chine et les Etats – Unis, la baisse de la confiance des chefs d'entreprises particulièrement européens, le durcissement des conditions financières et l'augmentation de l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics. Dans ce contexte, l'expansion a également été freinée par une série de facteurs propres à certains pays et certains secteurs.

Aux Etats-Unis, la croissance économique a été de 2,9% en 2018 contre 2,2% en 2017. Cette progression s'expliquerait par une croissance vigoureuse de la consommation, malgré un fléchissement de l'investissement et un marché du travail tendu. En 2019, la croissance devrait décélérer pour se situer à 2,3%, du fait que les effets de la relance budgétaire d'envergure devraient être moindres, puisque certaines des mesures en question commenceraient à être supprimées.

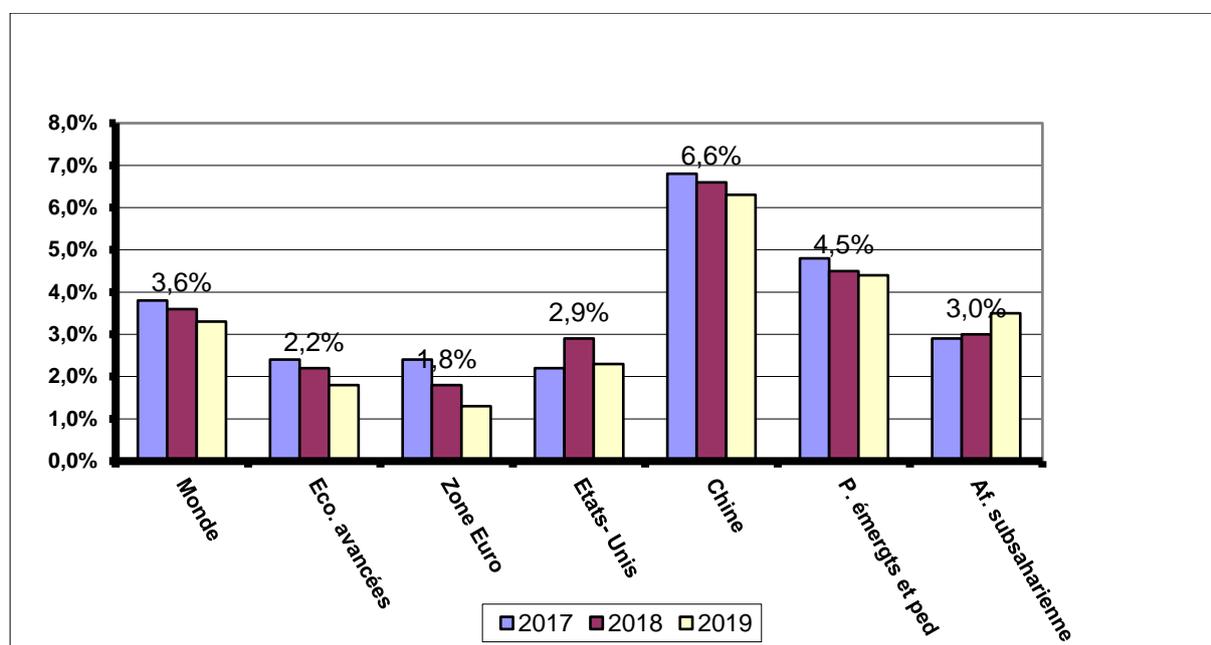
En Zone euro, la croissance de l'économie a été de 1,8% en 2018, contre 2,4% en 2017. Cette baisse est en lien avec les craintes entourant un Brexit sans accord qui ont freiné l'investissement, mais aussi les retards liés à la mise en place de nouvelles

normes d'émissions de carburant en Allemagne, l'incertitude autour de la politique budgétaire, le niveau élevé des écarts de taux souverains et la baisse de l'investissement en Italie et les manifestations qui ont perturbé les ventes de détail en France. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,3%, en liaison avec les répercussions de l'accès de faiblesse en 2018. Ce ralentissement se justifie également par la faiblesse de la consommation privée et de la production industrielle, la fragilité de la demande intérieure et l'impact négatif de certaines manifestations de rue.

En Chine, la croissance économique a fléchi en 2018 pour se situer à 6,6% contre 6,8% en 2017. Ce recul est, entre autres, le reflet du ralentissement de l'investissement intérieur, en particulier dans les infrastructures en raison du durcissement des réglementations nationales qui étaient nécessaires pour freiner l'endettement, limiter l'intermédiation financière parallèle et placer la croissance sur une trajectoire viable. La croissance devrait encore ralentir à 6,3%, du fait de la poursuite des tensions commerciales avec les Etats-Unis et malgré le soutien des mesures de relance mises en œuvre par les autorités chinoises.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2018, sa croissance économique a été de 3,0% contre 2,9% en 2017, portée par une amélioration progressive de l'économie des pays exportateurs de produits de base. En 2019, les prévisions indiquent une croissance de 3,5%, malgré la détente des cours du pétrole qui devrait entraîner des révisions à la baisse au Nigéria et en Angola.

**Graphique 1:** Croissance dans les principales régions du monde



## 1.2. Inflation dans les principales régions du monde

En 2018, l'inflation globale dans les pays avancés est passée à 2,0% contre 1,7% en 2017, malgré la baisse des prix des produits de base. Pour la plupart des pays de ce groupe, l'inflation hors alimentation et énergie se situe en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Aux Etats-Unis, l'inflation hors alimentation et énergie est

passée de 1,8% en 2017 à 2,0% en 2018. Bien que la croissance des salaires s'accélère, elle reste faible malgré la faiblesse des taux de chômage et des ressources inemployées sur le marché du travail. En effet, les anticipations inflationnistes demeurent contenues dans la plupart des pays avancés.

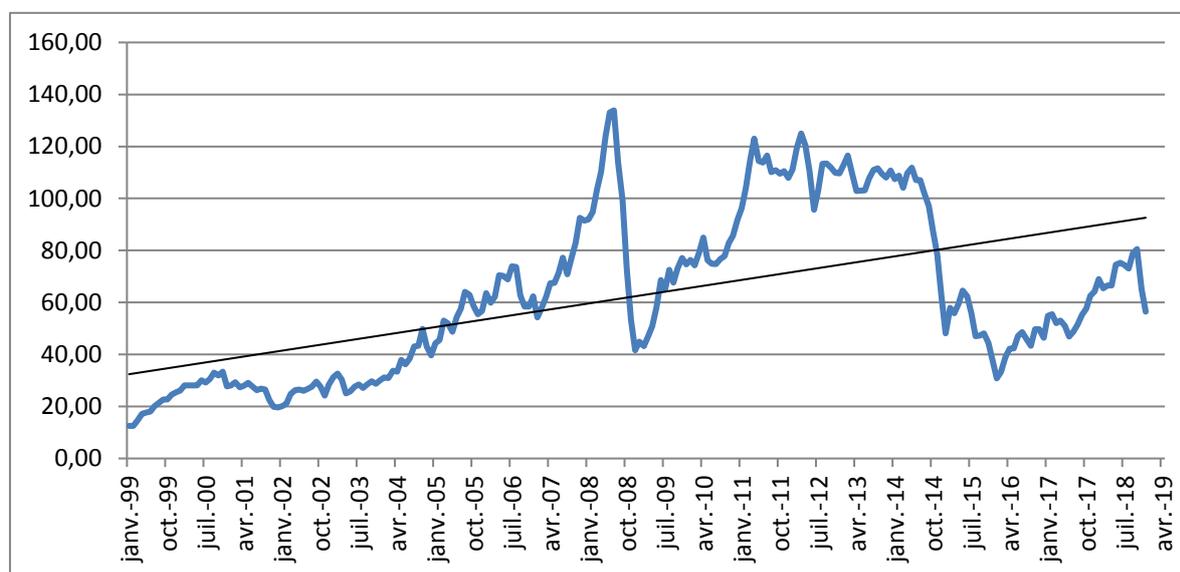
Dans les pays émergents et en développement, l'inflation hors alimentation et énergie est restée inférieure à 2% en Chine alors que l'activité ralentissait. Dans d'autres pays, les tensions inflationnistes se sont atténuées pour se rapprocher de la limite inférieure fixée par la banque centrale. La dépréciation de la monnaie y a, parfois, entraîné une hausse des prix intérieurs.

Dans les pays émergents et en développement (hors Venezuela), l'inflation globale est passée de 4,3% en 2017 à 4,8% en 2018. Ces tensions inflationnistes modérées proviennent de la baisse des prix des produits de base et de l'énergie.

### 1.3. Cours des matières premières

Au premier trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont baissé de 6,1%. Cette baisse des cours du brut s'explique par la hausse de la production dans les pays non membres de l'OPEP et la baisse de la demande mondiale liée à l'atonie de l'activité économique dans les pays avancés. En glissement annuel, les cours ont baissé de 5,5%.

**Graphique 2** : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont progressé de 6,1% entre le premier trimestre 2019 et le dernier trimestre de l'année 2018. Cette légère hausse des cours de l'once d'or provient essentiellement de la baisse des actifs en dollars américains qui poussent les investisseurs à s'intéresser davantage au métal jaune. En glissement annuel, ces cours baissent de 1,9%.

Les cours du cacao ont progressé de 5,2% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette hausse des cours s'explique surtout

par une augmentation de la demande, en particulier celle en provenance des concasseurs et des confiseurs en Europe et en Asie. Par rapport au même trimestre de 2018, les cours du cacao sont en hausse de 2,3%.

Entre le premier trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont baissé de 8,5%. Cette baisse des prix du café robusta s'explique principalement par la surabondance de l'offre, conjuguée à l'attitude des fermiers du Vietnam, premier producteur mondial, qui préfère limiter leurs exportations. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 12,2%.

Quant aux cours du coton, ils ont baissé de 4,7%, comparativement au trimestre précédent et de 8,3% en glissement annuel. Cette légère baisse pourrait provenir des ventes à l'exportation solides des Etats-Unis et d'une forte production en Inde et en Grèce, malgré des importations en hausse en Thaïlande dont la moitié proviendrait des Etats-Unis.

**Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars**

Matières premières	2018		2019	Variations en %	
	T1	T4	T1	1T19/ 4T18	1T19/ 1T18
Pétrole brut (Brent)	67,0	67,4	63,3	-6,1	-5,5
Cacao	219,0	213,0	224,0	5,2	2,3
Café arabica	301,0	303,0	280,0	-7,6	-7,0
Café robusta	196,0	188,0	172,0	-8,5	-12,2
Huile d'arachide	1 328,0	1 435,0	1 373,0	-4,3	3,4
Huile de palme	674,0	555,0	587,0	5,8	-12,9
Huile de palmiste	1 143,0	747,0	655,0	-12,3	-42,7
Maïs	163,7	162,8	167,5	2,9	2,3
Riz brisé 5%	412,0	404,7	408,0	0,8	-1,0
Sorgho	182,3	160,1	167,6	4,7	-8,1
Blé	182,3	212,6	212,6	0,0	16,6
Sucre	30,0	29,0	28,0	-3,4	-6,7
Bois (Sawnwood) Caméroun	758,5	616,3	623,9	1,2	-17,7
Coton (A Index)	199,0	191,0	182,0	-4,7	-8,5
Phosphate roche	84,3	94,3	101,2	7,3	20,0
Or non monétaire	1 329,0	1 229,0	1 304,0	6,1	-1,9

**Source** : PINKSHEET (Banque mondiale)

#### 1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois a été de 2,5% en 2018, contre 1,5% en 2017, au niveau du LIBOR. En 2019, ce taux pourrait être de 3,2%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois s'est situé à -0,3% comme en 2017. En 2019, ce taux pourrait se maintenir à -0,3%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait nul en 2018, comme en 2017. En 2019, ce taux devrait encore être stable.

Les taux demeurent bas en zone euro et au Japon où les banques centrales n'ont pas encore mis fin à leur politique monétaire expansive.

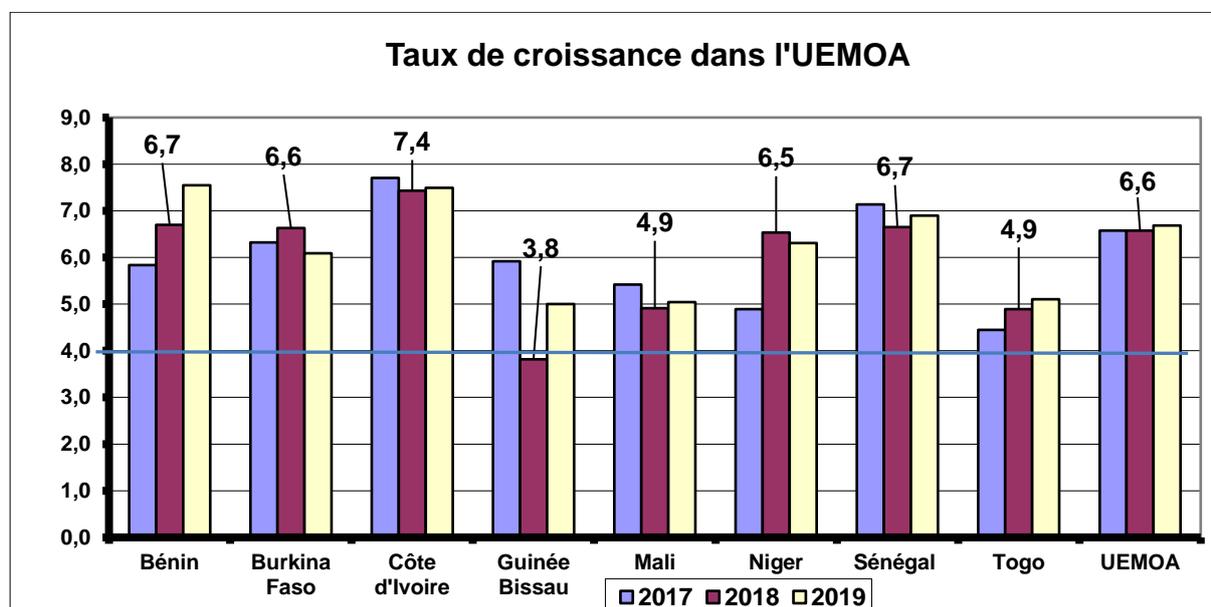
Mais, le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt, particulièrement aux Etats-Unis où la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Toutefois, il faut noter que les taux d'intérêt demeurent à des niveaux relativement bas.

## 2. Conjoncture dans la zone UEMOA

### 2.1. Activité économique régionale

En 2018, l'activité économique de l'Union a enregistré une performance semblable à celle de 2017 avec un taux de croissance de 6,6%. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017, en liaison avec la relative baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans certains Etats membres. Pour 2019, il est attendu un taux de croissance de 6,7%.

**Graphique 3:** Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 4% en 2018, à l'exception de la Guinée Bissau. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (6,7%), Burkina Faso (6,6%), Côte d'Ivoire (7,4%), Guinée-Bissau (3,8%), Mali (4,9%), Niger (6,5%), Sénégal (6,7%) et Togo (4,9%).

Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs enregistrés au niveau de tous les secteurs.

### Activité agricole

La campagne agricole 2018/2019 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs Etats membres, notamment au Niger et au Sénégal. Les productions d'exportation y ont crû respectivement de 26,3% et 53,0%. Au Burkina Faso, au cours de la même période, la production de coton a baissé de 32,6%. Quant au Sénégal, la bonne performance des cultures d'exportation s'y explique surtout par une augmentation de 312,8% de la production de pastèque.

Dans ces deux pays, les productions vivrières ont progressé de 27,3% et 12,4%, par rapport à la campagne précédente. Au Burkina Faso, ce bon résultat se justifie par une hausse de la production de mil de 43,6% et une augmentation de celle de sorgho blanc de 51,0%.

Au Sénégal, les bonnes performances des cultures vivrières proviennent principalement des hausses constatées pour les productions de sésame, de manioc et de niébé.

Toutefois, en ce qui concerne la production d'exportation, une contreperformance a été notée au Burkina (-13,2%) et au Mali (-9,9%). Cette baisse s'explique surtout par la mauvaise répartition des pluies dans le temps.

**Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2018/2019**

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
<b>Bénin</b>	10.964.892	2,0	nd	nd
<b>Burkina Faso</b>	5.173.599	27,3	1.181.521	-13,2
<b>Côte d'Ivoire</b>	18.819.700	6,9	nd	nd
<b>Guinée Bissau</b>	430.358	7,2	147.735	13,6
<b>Mali</b>	10.159.539	9,2	656.548	-9,9
<b>Niger</b>	8.499.038	7,1	8.306.646	26,4
<b>Sénégal</b>	3.924.528	12,4	2.625.728	53,0
<b>Togo</b>	3.640.711	3,0	172.812	8,5
<b>UEMOA</b>	61.612.356	8,1	nd	nd

Source : INS des Etats membres

## Activité industrielle

Au Bénin, au premier trimestre de cette année comparativement au dernier trimestre 2018, la production industrielle, mesurée par l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), a progressé de 12,8%. Cette bonne performance s'explique notamment par les hausses respectives de : i) la production de l'énergie (8,3%) ; ii) la production des industries chimiques (55,8%) ; iii) la production des industries alimentaires (17,9%) et ; iv) celle des industries extractives (11,6%). En glissement annuel, la production industrielle progresse de 8,5%.

En Côte d'Ivoire, au premier trimestre 2019 comparativement au trimestre précédent, l'IHPI<sup>1</sup> a baissé de 27,7%. Cette forte baisse provient surtout de la diminution de la production de la branche de fabrication de meubles et activités non classées ailleurs de 66,6% et à un degré moindre de la baisse de la production de la branche de fabrication de produits en caoutchouc et en matières plastiques de 21,3%.

Il importe, toutefois, de souligner qu'au cours de la même période, une hausse importante de la production principalement dans les branches suivantes : « métallurgie, fonderie » (+119,7%) et « fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux » (+24,9%). Comparativement à la même période de l'année précédente, l'IHPI a baissé de 1,6%.

En Guinée Bissau, l'indice de la production industrielle a baissé de 0,2% au premier trimestre 2019 comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution de la production de la branche « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques ». Il a été également observé une hausse de production surtout dans la branche : « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et de glaces ». En glissement annuel, la production industrielle progresse de 17,1%.

**Tableau 3** : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	1T18	4T18	1T19	Var 1T19/4T18	Var 1T19/1T18
<b>Bénin</b>	146,3	140,9	159,0	12,8%	8,7%
<b>Burkina Faso</b>	166,8	170,0	nd	nd	nd
<b>Côte d'Ivoire</b>	166,9	227,2	164,2	-27,7%	-1,6%
<b>Guinée Bissau<sup>2</sup></b>	126,0	147,9	147,6	-0,2%	17,1%
<b>Mali</b>	149,1	155,5	155,0	-0,31%	3,9%
<b>Niger</b>	90,4	112,0	93,2	-16,8%	3,1%
<b>Sénégal</b>	134,1	124,3	134,8	8,5%	0,6%
<b>Togo</b>	116,9	108,2	91,5	-15,4%	-21,7%

**Source** : INS des Etats membres

<sup>1</sup> A fin février 2019

<sup>2</sup> IPI de la BCEAO

Au Mali, au premier trimestre de l'année 2019, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a augmenté de 0,31%. Cette hausse s'explique surtout par celle de la production des branches suivantes : « fabrication de produits en caoutchouc », et « fabrication de meubles ». En glissement annuel, l'indice progresse de 3,9%.

Au Niger, la production industrielle, mesurée par l'IHPI, a baissé de 16,8% au cours de la période sous revue. Cette contreperformance est la résultante des baisses de la production de la branche « produits de l'extraction d'hydrocarbures (pétrole, gaz) » (+35,1%), de celle des branches « production et distribution d'électricité » et de celle de la branche « produits miniers ». Au cours de la même période, des hausses de production ont été observées, principalement dans les branches « métallurgie et fonderie » et « fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux ». En glissement annuel, la production industrielle progresse de 3,1%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a progressé de 8,5%. Ce résultat se justifie par l'augmentation de la production dans les branches « industries du papier et du carton » (+68,1%). Néanmoins, une baisse importante dans la branche « industrie du textile et du cuir » (-40,2%) est à signaler. Comparativement à la même période de l'année 2017, la production industrielle a progressé de 0,6%.

Au premier trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a baissé de 15,4% au Togo. Cette baisse est en grande partie imputable aux fortes diminutions de production enregistrées dans les branches « production et distribution d'électricité et de gaz », « travail du bois et fabrication d'articles en bois ou vannerie » et « fabrication de produits chimiques ». Toutefois, sur la même période, des hausses significatives sont à relever, notamment dans les branches : «égrenage de coton». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice baisse de 21,7%.

### **Activité dans le commerce et les services<sup>3</sup>**

Au Bénin, au premier trimestre 2019, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs (base 2015) a progressé de 5,3% en glissement annuel. Ce regain de l'activité économique est tiré principalement par les secteurs « Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » (15,8%), « Activités extractives » (29,4%), « Production et distribution d'électricité » (30,6%), « Construction/BTP » (25,4%), « Assurances » (23,5%) et « Banques » (22,5%). Toutefois, comparativement au trimestre précédent, l'indice recule de 3,0%.

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaire du commerce de détail<sup>4</sup> a baissé de 4,2%, au premier trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent. Cette contreperformance s'explique notamment par les diminutions observées aux niveaux

<sup>3</sup> Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

<sup>4</sup> Produit par la BCEAO.

des « produits non transformés de l'agriculture », « de la chasse ou de la sylviculture », des « articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires » et de la « parfumerie et produits de beauté ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 12,2%.

En Guinée Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail<sup>5</sup> a progressé de 4,7%. Cette hausse se justifie surtout par les augmentations notées aux niveaux des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs », des « produits pétroliers », des « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » et des « autres appareils électriques et électroniques non ménagers ». En glissement annuel, l'indice baisse de 11,7%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a baissé de 4,3% au premier trimestre 2019, comparativement au quatrième trimestre 2018. Ce recul s'explique surtout par la baisse du chiffre d'affaires du commerce de gros et du commerce de détail. En glissement annuel, l'indice a progressé de 4,7%, en raison du « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » et du « commerce de détail ».

Au premier trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 0,9%. Cette augmentation provient, essentiellement, d'une hausse au niveau des locations et locations-bail et des activités de poste et de courrier. En glissement annuel, cet indice a augmenté de 4,0%, principalement en raison d'une hausse du chiffre d'affaires des activités informatiques : conseil, programmation et de celui des hôtels et hébergement.

### **Créations d'entreprises**

Au premier trimestre 2019, 1118 entreprises ont été enregistrées, contre 925 au trimestre précédent, au Bénin, soit une hausse de 20,9%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 0,3%.

En Guinée Bissau, 69 entreprises ont été enregistrées au premier trimestre 2019 contre 93 au trimestre précédent, soit une baisse de 25,8%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 49,3%.

Au Mali, au cours de la période sous revue, 4674 entreprises ont été enregistrées contre 3111 entreprises le trimestre précédent, soit une hausse de 50,2%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées a progressé de 31,1%.

Au Niger, 1477 entreprises ont été enregistrées au premier trimestre 2019 contre 1721, au trimestre précédent, soit une baisse de 14,2%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 2,9%.

Au premier trimestre de l'année 2019, 13675 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 12709, au cours du trimestre précédent, soit une hausse de 7,6%. Au

---

<sup>5</sup> Produit par la BCEAO

nombre de celles-ci, on compte 83,3% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une baisse de 2,0%.

Au Togo, au premier trimestre 2019, 2350 entreprises ont été enregistrées contre 2586 le trimestre précédent, soit une baisse de 9,1%. En glissement annuel, une baisse de 19,9% a été observée.

## 2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du premier trimestre 2019, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 2014 s'est établi à 102,9, s'inscrivant ainsi en baisse de 1,1% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au premier trimestre 2018, l'IHPC est ressorti en baisse de 0,2%.

En variation trimestrielle, la baisse de l'IHPC enregistrée au niveau de l'Union s'explique par le repli de la plupart des sous-indices associés à ses principales composantes notamment ceux relatifs à l'« Alimentation et boissons alcoolisées » (-1,6%), aux composantes « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-0,2%), « Articles d'habillement et chaussures », « Communication » (-2,1%) , « Santé » (-3,1%) et « Loisir et culture » (-5,8%).

**Tableau 4** : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondération	2018				2019	Variation (%)	
		Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	1T19/ 4T18	1T19/ 1T18
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	104,5	105,8	106,5	104,5	102,8	-1,6	-1,6
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	105,7	106,8	109,5	110,1	109,7	-0,4	3,7
Articles d'habillement et chaussures	703,2	102,8	103,1	104,1	103,6	102,9	-0,6	0,1
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	102,0	102,7	103,7	103,8	103,6	-0,2	1,5
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	102,4	103,3	104,5	104,6	104,3	-0,2	1,9
Santé	423,2	103,9	103,6	106,2	109,5	106,1	-3,1	2,1
Transport	891,8	98,8	99,3	99,3	100,1	99,6	-0,5	0,7
Communication	486,5	99,2	99,9	97,9	97,4	95,4	-2,1	-3,8
Loisir et culture	253,7	102,4	102,3	101,8	112,0	105,5	-5,8	3,0
Enseignement	231,2	104,1	102,5	102,6	103,4	106,8	3,3	2,6
Restaurant et hôtel	638,8	104,0	104,1	104,4	103,7	103,4	-0,3	-0,5
Biens et services divers	444,2	103,2	103,6	104,0	104,4	104,9	0,5	1,6
<b>Total</b>	<b>10000,0</b>	<b>103,1</b>	<b>103,8</b>	<b>104,5</b>	<b>104,0</b>	<b>102,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,2</b>

**Source** : Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution à la baisse de l'IHPC en glissement annuel, elle résulte des évolutions contrastées de ses différentes composantes. En effet, les chutes des prix observées au niveau de «Alimentation et boissons non alcoolisées» (-1,6%), « Communication » (-3,8%), « Restaurant et hôtel» (-0,5%) ont été atténuées par les hausses au niveau des autres produits, notamment ceux des fonctions « Logement, eau, électricité, gaz et autres articles combustibles », « Transport », « Boissons

alcoolisées, tabacs et stupéfiants» (+3,7%), «Loisir et culture» (+3,0%), «Santé» (+2,1%), «Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer» (+1,9%) .

L'évolution à la baisse constatée de l'IHPC au niveau régional, en variation trimestrielle, traduit le repli des prix observés dans tous les Etats membres de l'Union, à l'exception du Togo. En effet, par Etat, les évolutions se présentent comme suit : Bénin (-9,0%), Burkina Faso (-2,8%), Côte d'Ivoire (-0,1%), Guinée-Bissau (-0,8%), Mali (-3,8%), Niger (-2,1%), Sénégal (-1,5%) et Togo (+1,1%).

Par ailleurs, comparativement au premier trimestre de l'année 2018, la baisse de l'IHPC observée au niveau régional résulte de la dynamique contrastée dans les Etats membres de l'Union. En effet, le niveau général des prix a affiché une baisse dans trois (03) des Etats membres de l'Union, à savoir le Burkina Faso (-1,6%), le Mali (-0,5%) et le Niger (-1,5%), tandis qu'il est resté stable au Bénin (+0,0%) et a augmenté en Guinée Bissau (+2,9%), en Côte d'Ivoire (+0,6%), au Sénégal (+0,5%) et au Togo (+2,2%). Les fortes évolutions des prix relevées en Guinée Bissau et au Togo ont été impulsées par les hausses de prix relevées pour les fonctions « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » et « Loisir et culture ».

**Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre**

PAYS	Pondération	2018				2019	Variation (%)	
		Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim 1	1T19/ 4T18	1T19/ 1T18
<b>Bénin</b>	807,3	101,5	103,3	102,4	111,6	101,5	-9,0	0,0
<b>Burkina Faso</b>	849,0	103,8	106,0	107,3	105,1	102,1	-2,8	-1,6
<b>Côte d'Ivoire</b>	3 796,9	102,6	103,2	103,0	103,3	103,2	-0,1	0,6
<b>Guinée Bissau</b>	216,6	103,2	105,6	106,3	107,1	106,2	-0,8	2,9
<b>Mali</b>	740,0	101,2	98,6	103,6	104,7	100,7	-3,8	-0,5
<b>Niger</b>	602,8	103,1	105,2	105,3	104,0	101,8	-2,1	-1,2
<b>Sénégal</b>	1 958,6	103,5	102,3	104,8	105,6	104,0	-1,5	0,5
<b>Togo</b>	1 028,9	102,0	105,1	103,4	103,1	104,3	1,2	2,2
<b>UEMOA</b>	<b>10 000,0</b>	<b>103,1</b>	<b>103,8</b>	<b>104,5</b>	<b>104,0</b>	<b>102,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,2</b>

**Source :** Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, l'analyse de la dynamique de l'IHPC selon la nomenclature secondaire et de l'inflation sous-jacente permet de relever que les prix des produits frais ont enregistré une baisse de 1,2%, par rapport au quatrième trimestre 2018, tandis que les prix des produits énergétiques affichent légère évolution à la baisse (-0,2%). En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors produits frais et énergétiques, a enregistré une légère baisse de 0,4 point pour se situer à -0,2% sur les trois premiers mois de l'année 2019. Au niveau des Etats membres de l'Union, on note une baisse relativement importante des prix des produits frais au Mali (-2,7%), au Burkina Faso (-2,2), au Sénégal (-1,7%) et au Niger (-1,2%). En revanche, dans le même temps, la Côte d'Ivoire (+0,3%) et le Togo (+0,7%) ont enregistré des hausses relativement modérées de l'indice considéré. Concernant les prix des produits énergétiques, ils ont globalement affiché des évolutions modérées à la hausse ou à la baisse dans la plupart des Etats membres de l'Union, à l'exception notable de la

Guinée-Bissau (+2,2%) et, du Burkina Faso (+0,8%), dans une moindre mesure. La baisse de 0,2% de cet indice a été largement tirée par l'évolution des prix des produits énergétiques en Côte d'Ivoire (-0,9%).

**Tableau 6** : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-0,1	-2,2	0,3	-0,4	-2,7	-1,2	-1,7	0,7	-1,2
Indice Energie	0,3	0,8	-0,9	2,2	-0,5	-0,2	0,1	0,3	-0,2
<b>Taux d'inflation sous-jacente</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>
produits locaux	0,0	-0,9	-0,1	-0,4	-1,1	-0,5	-0,7	0,2	-0,4
Produits importés	0,4	-0,2	0,4	0,0	-1,0	-1,2	-0,2	0,0	-0,4
Produits du secteur primaire	0,1	-1,3	0,1	-0,8	-2,1	-2,4	-1,2	1,0	-1,0
Produits du secteur secondaire	0,5	-0,3	-0,2	-0,1	-0,8	0,3	0,0	0,0	-0,1
Produits du secteur tertiaire	-0,2	-0,3	-0,1	1,0	0,6	3,0	0,1	0,1	0,2
Biens non durables	-0,3	-0,9	-0,1	-0,4	-1,5	-0,5	-0,8	0,2	-0,6
Biens semi durables	0,4	0,0	0,2	0,6	-1,4	-1,2	-0,1	0,2	-0,3
Biens durables	0,1	-0,1	-0,4	0,2	0,4	-3,4	0,1	0,2	-1,2

**Source** : Commission de l'UEMOA

Enfin, sur la base des réalisations de l'IHPC pour les trois (03) premiers mois de l'année 2019, le taux d'inflation annuel moyen a été prévu à 0,8% à la fin de l'année 2018. Autrement dit, en l'état actuel de l'évolution des prix dans la région, l'inflation serait nulle au terme de l'année 2019.

## 2.3. Secteur extérieur

### *Exportations*

Les exportations de l'Union (hors Bénin pour lequel les données ne sont pas encore disponibles) ont, au 1er trimestre 2019, enregistré une hausse de 505 Mds soit 15,2%, par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018. Cette hausse résulte de la bonne tenue des exportations dans tous les Etats membres, à l'exception de la Guinée Bissau et du Niger. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées au Burkina Faso (+22,9 %) et au Sénégal (+21,6%). Par contre, les exportations de la Guinée Bissau ont chuté de 92,5% au cours du trimestre sous revue, en lien avec la baisse combinée des prix et des quantités produites de noix de cajou.

La hausse trimestrielle de 21,6% (+98,6 mds) des exportations du Sénégal est imputable à la bonne évolution des cinq (05) principaux produits exportés que sont : les produits alimentaires (+67,3 mds), l'acide phosphorique (+37,9 mds), les produits pétroliers (+13,4 mds), les engrais minéraux et chimiques (+11,7 mds) et le ciment (+1,0 mds). Par contre, un repli des exportations de l'or non monétaire (-37,2 mds), du zircon (-3,0 mds) et du titane (-1,1 mds) a été observé. Selon la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), les exportations du Sénégal vers les autres Etats de l'Union se sont confortées de 24 mds (+28%), par rapport au trimestre passé, et le Mali demeure le principal destinataire des ventes du pays (56,4% du total vers l'UEMOA).

En glissement annuel, la valeur des exportations de l'Union hors Bénin a progressé de 5,4% (+195,2 mds), portée en grande partie par le Niger (+46,6%) et le Sénégal (+44,5%). La hausse enregistrée au Sénégal s'explique par les augmentations des exportations des produits alimentaires (+50,3 mds), d'acide phosphorique (+42,2 mds), d'or non monétaire (+41,3 mds), de titane (+6,8 mds) et de zircon (+5,4 mds). Par ailleurs, comparativement au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, les exportations de la Côte d'Ivoire (+3,2%) et du Togo (+7,0%) ont également été appréciables. Toutefois, celles du Burkina Faso, de la Guinée Bissau et du Mali ont diminué respectivement de 9,6%, 75,2% et 3,3%. Globalement, la situation des exportations de l'Union est bien orientée au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, comparativement au début du trimestre 2018. En effet, l'analyse en glissement annuel a permis de relever une augmentation des exportations au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 alors qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, elles étaient en baisse de 7,6%, suite à un recul enregistré dans tous les Etats membres.

**Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)**

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19
<b>Burkina Faso</b>	456,95	445,73	310,01	461,48	602,00	438,06	315,10	442,60	544,00
<b>Côte d'Ivoire</b>	2 364,98	2 101,93	1 238,72	1 596,68	2 015,59	1 580,43	1 130,33	1 819,24	2 080,37
<b>Guinée Bissau</b>	0,00	75,36	35,81	2,93	5,72	47,72	69,32	18,91	1,42
<b>Mali</b>	469,15	422,09	397,58	448,87	456,87	435,78	424,27	338,92	441,93
<b>Niger</b>	83,35	88,28	95,28	108,18	62,03	97,63	117,57	141,38	90,95
<b>Sénégal</b>	436,01	402,71	324,04	323,64	384,20	432,70	396,28	456,74	555,31
<b>Togo</b>	121,38	122,35	90,41	103,23	107,97	113,69	67,24	106,76	115,57
<b>UEMOA hors Bénin</b>	3 931,82	3 658,45	2 491,86	3 045,00	3 634,39	3 146,01	2 520,11	3 324,55	3 829,55

**Source** : INS des Etats

### **Importations**

Les importations en valeur de l'Union hors Bénin augmentent de 96,7 mds (+2,2%), par rapport au dernier trimestre 2018, en lien avec les progressions enregistrées dans tous les Etats membres à l'exception du Burkina Faso (-11,1%) et du Sénégal (-7,8%). Les Etats dont les achats à l'extérieur sont les plus importants sont le Mali (+156,5 mds) et le Niger (+61,4 mds) pour lesquels des reculs ont été observés durant les deux derniers trimestres 2018. En ce qui concerne le Niger, l'augmentation résulte de la hausse enregistrée au niveau des importations de tous les produits, à savoir les produits pétroliers (+49,3%), les produits alimentaires (+2,2%), les biens d'équipement (+22,1%) et les autres produits (+49,3%). La Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Togo ont enregistré des progressions moindres avec des évolutions respectives de 1,7%, 3,5% et 2,4%.

Pour le Sénégal, la chute des importations est liée à la baisse des achats extérieurs du pays pour les trois (03) principaux groupes de produits que sont les produits pétroliers (-114,3 mds), les produits alimentaires (-8,4 mds) les produits pharmaceutiques (-1,7 mds).

En glissement annuel, les importations de l'Union hors Bénin enregistrent une progression de 7,1% (298,5 mds) résultant de leur regain dans tous les Etats membres, à l'exception du Mali.

L'évolution par pays se présente comme suit : Burkina Faso (+8,7%), Côte d'Ivoire (+13,5%), Guinée Bissau (+20,1%), Mali (-2,5%), Niger (+10,1%), Sénégal (+2,4%) et Togo (+5,8%). En somme, la dynamique des importations au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 est dans l'ensemble moindre que celle observée au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 pour lequel l'évolution en glissement annuel a été de 15,3%.

**Tableau 8** : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19
<b>Burkina Faso</b>	492,5	540,3	575,9	596,4	543,8	559,1	580,5	665,0	591,0
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 263,4	1 622,7	1 326,9	1 380,3	1 407,2	1 481,4	1 640,7	1 570,4	1 597,7
<b>Guinée Bissau</b>	23,1	33,1	30,0	31,6	27,9	36,6	25,9	32,3	33,5
<b>Mali</b>	656,3	414,9	710,9	501,1	702,5	653,0	587,6	528,5	685,0
<b>Niger</b>	203,3	248,6	253,2	287,0	350,0	393,8	367,7	324,0	385,4
<b>Sénégal</b>	805,5	908,8	881,2	941,0	942,6	955,3	971,1	1 047,3	965,5
<b>Togo</b>	220,6	224,6	232,2	261,6	250,0	223,4	241,7	258,3	264,5
<b>UEMOA</b>	3 664,6	3 993,0	4 010,3	3 999,0	4 224,0	4 302,6	4 415,2	4 425,8	4 522,5

**Source** : INS des Etats

### **Taux de couverture**

La couverture des importations par les exportations de l'Union a continué à s'améliorer au 1<sup>er</sup> trimestre 2019. En effet, le taux de couverture a augmenté de 9,6 points pour se situer à 84,7% sous la bonne impulsion des exportations.

L'examen par Etat membre révèle une amélioration du taux de couverture dans la quasi-totalité des pays, sauf en Guinée Bissau. La Côte d'Ivoire affiche une nette amélioration au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, par rapport au dernier trimestre de 2018. Toutefois, sa performance est moindre que celle réalisée lors du même trimestre des deux dernières années.

**Tableau 9** : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19
<b>Burkina Faso</b>	92,8	82,5	53,8	77,4	110,7	78,4	54,3	66,6	92,0
<b>Côte d'Ivoire</b>	187,2	129,5	93,4	115,7	143,2	106,7	68,9	115,8	130,2
<b>Guinée Bissau</b>	0,0	227,5	119,4	9,3	20,5	130,5	268,0	58,4	4,2
<b>Mali</b>	71,5	101,7	55,9	89,6	65,0	66,7	72,2	64,1	64,5
<b>Niger</b>	41,0	35,5	37,6	37,7	17,7	24,8	32,0	43,6	23,6
<b>Sénégal</b>	54,1	44,3	36,8	34,4	40,8	45,3	40,8	43,6	57,5
<b>Togo</b>	55,0	54,5	38,9	39,5	43,2	50,9	27,8	41,3	43,7
<b>UEMOA</b>	107,3	91,6	62,1	76,1	86,0	73,1	57,1	75,1	84,7

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

En glissement annuel, le taux de couverture s'est détérioré de 1,3 point de pourcentage.

### **Solde commercial**

Le déficit commercial de l'Union hors Bénin s'est résorbé au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, comparativement au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018. Cette situation résulte de la bonne tenue des exportations (+15,2%), combinée à la faible progression des importations (+2,2%). La situation par Etat membre est tout de même mitigée avec des améliorations pour le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo et des détériorations pour la Guinée Bissau, le Mali et le Niger.

En glissement annuel, le solde commercial du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 affiche une détérioration de 103,3 mds.

**Tableau 10** : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)

	1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19
<b>Burkina Faso</b>	-35,5	-94,6	-265,9	-134,9	58,2	-121,0	-265,4	-222,4	-47,0
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 101,6	479,2	-88,2	216,3	608,4	99,1	-510,4	248,8	482,7
<b>Guinée Bissau</b>	-23,1	42,2	5,8	-28,7	-22,1	11,1	43,4	-13,4	-32,1
<b>Mali</b>	-187,1	7,2	-313,4	-52,3	-245,6	-217,2	-163,3	-189,6	-243,0
<b>Niger</b>	-119,9	-160,3	-157,9	-178,8	-288,0	-296,2	-250,2	-182,6	-294,5
<b>Sénégal</b>	-369,5	-506,1	-557,2	-617,3	-558,4	-522,6	-574,8	-590,6	-410,1
<b>Togo</b>	-99,2	-102,2	-141,8	-158,4	-142,0	-109,7	-174,5	-151,5	-148,9
<b>UEMOA</b>	267,2	-334,5	-1 518,5	-954,0	-589,6	-1 156,6	-1 895,1	-1 101,3	-692,9

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

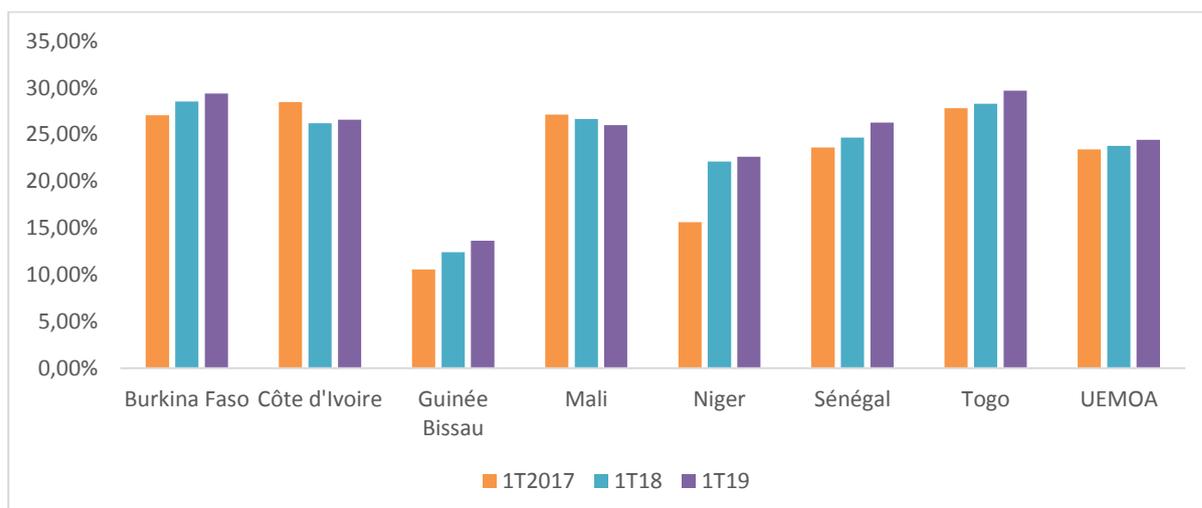
### **Compétitivité extérieure**

Le 1<sup>er</sup> trimestre 2019 est caractérisé par une légère amélioration du taux de pénétration de l'Union hors Bénin<sup>6</sup>, comparativement au trimestre précédent. En effet, il augmente de 0,2 point pour s'établir à 24,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Cette légère augmentation en lien avec l'amélioration au Mali (+5,5 points), au Niger (+0,7 point) et au Togo (+0,8 point) a été atténuée par la dégradation relevée au Burkina Faso (-0,8 point), en Côte d'Ivoire (-0,8 point), en Guinée Bissau (-1,3 point) et au Sénégal (-0,9 point).

Comparativement au même trimestre de 2018, le taux de pénétration de l'Union hors Bénin, s'améliore de 0,7 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Ce taux demeure cependant toujours faible interpellant ainsi les Etats membres à plus d'efforts pour une diversification de leur économie pour renforcer la structure fortement sensible aux chocs.

<sup>6</sup> Le Bénin n'a pas fourni les données du commerce extérieur au premier trimestre 2019

**Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union (en %)**



**Source :** Calculs de la DPPE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

## 2.4. Finances publiques

### 2.4.1. Recettes

Au cours du premier trimestre de l'année 2019, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 2931,2 mds, contre 2711,0 mds, au premier trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une hausse de 220,2 mds en termes absolus et à une progression relative de 8,1% en glissement annuel.

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, les données conjoncturelles du premier trimestre 2019 indiquent que la hausse constatée des recettes totales, en glissement annuel, s'explique par la progression observée dans la quasi-totalité des Etats membres, à savoir au Mali (+132,0 mds, soit +37,0%), au Burkina Faso (+62,4 mds, soit +18,7%), au Bénin (+40,7 mds, soit +19,4%), au Sénégal (+27,4 mds, soit +5,4%) et au Niger (+14,1 mds, soit +7,4%). Il est à noter que, sur la même période, les recettes totales de la Côte d'Ivoire se sont affichées en baisse de 56,2 mds (-5,1%) et que, dans une moindre mesure, il en a été de même pour celles de la Guinée-Bissau (-0,3 mds, soit -1,6%).

Du point de vue des composantes des recettes budgétaires, il ressort de l'analyse des données du premier trimestre 2019 que la hausse des recettes totales de l'Union a été essentiellement portée par les recettes fiscales qui se sont inscrites en hausse de 249,5 mds, par rapport au premier trimestre de l'année 2018. Cette évolution à la hausse est due à l'amélioration constatée du niveau des recettes fiscales recouvrées dans tous les Etats membres considérés, à savoir au Mali (+65,2 mds, soit +21,4%), en Côte d'Ivoire (+55,5 mds, soit 6,5%), au Sénégal (+50,0 mds, soit +11,4%), au Burkina Faso (+35,1 mds, soit +11,7%), au Bénin (+32,0 mds, soit +18,3%) et en Guinée-Bissau (+0,8 mds, soit +5,3%). Concernant les recettes non fiscales, elles sont ressorties en hausse de 43,2 mds (+16,5%), par rapport au premier trimestre de

l'année 2018, tirées par les augmentations desdites recettes relevées au Burkina Faso (+27,3 mds, soit +83,2%), au Mali (+11,6 mds, soit +299,6%), au Bénin (+8,7 mds, soit +25,1%) et au Niger (+3,2 mds, soit +37,2%). Dans les autres Etats membres de l'Union, des baisses de recettes comprises entre 1,1 mds (Guinée-Bissau) et 4,4 mds (Côte d'Ivoire) ont été constatées.

**Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA.**

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Recettes Totales</b>	<b>250,2</b>	<b>396,4</b>	<b>1043,1</b>	<b>17,4</b>	<b>488,8</b>	<b>205,6</b>	<b>529,6</b>	-
	<i>209,5</i>	<i>334,0</i>	<i>1099,3</i>	<i>17,7</i>	<i>356,8</i>	<i>191,5</i>	<i>502,3</i>	<i>120,1</i>
	19,4%	18,7%	-5,1%	-1,6%	37,0%	7,4%	5,4%	-
<b>Recettes Fiscales</b>	<b>206,9</b>	<b>336,3</b>	<b>907,3</b>	<b>15,7</b>	<b>369,5</b>	<b>193,7</b>	<b>490,4</b>	-
	<i>174,9</i>	<i>301,2</i>	<i>851,8</i>	<i>14,9</i>	<i>304,3</i>	<i>182,9</i>	<i>440,4</i>	<i>114,3</i>
	18,3%	11,7%	6,5%	5,3%	21,4%	5,9%	11,4%	-
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>43,3</b>	<b>60,1</b>	<b>152,3</b>	<b>1,7</b>	<b>15,4</b>	<b>11,8</b>	<b>20,8</b>	-
	<i>34,6</i>	<i>32,8</i>	<i>156,7</i>	<i>2,8</i>	<i>3,9</i>	<i>8,6</i>	<i>22,9</i>	<i>5,4</i>
	25,1%	83,2%	-2,8%	-38,5%	299,6%	37,2%	-9,4%	-
<b>Dépenses Totales</b>	<b>288,1</b>	<b>399,6</b>	<b>1297,8</b>	<b>31,9</b>	<b>418,9</b>	<b>304,7</b>	<b>1014,8</b>	-
	<i>251,8</i>	<i>475,1</i>	<i>1172,0</i>	<i>26,4</i>	<i>370,5</i>	<i>240,6</i>	<i>654,9</i>	<i>135,5</i>
	14,4%	-15,9%	10,7%	20,9%	13,1%	26,6%	54,9%	-
<b>Dépenses Courantes</b>	<b>205,2</b>	<b>306,4</b>	<b>761,3</b>	<b>26,3</b>	-	<b>175,0</b>	<b>293,7</b>	-
	<i>170,8</i>	<i>364,4</i>	<i>733,8</i>	<i>21,1</i>	-	<i>138,9</i>	<i>193,3</i>	<i>122,1</i>
	20,2%	-15,9%	3,7%	24,7%	-	26,0%	51,9%	-
<b>Dépenses en Capital</b>	<b>81,6</b>	<b>93,2</b>	<b>342,4</b>	<b>5,6</b>	<b>75,0</b>	<b>129,8</b>	<b>422,4</b>	-
	<i>81,1</i>	<i>110,7</i>	<i>311,6</i>	<i>5,3</i>	<i>85,0</i>	<i>101,7</i>	<i>220,3</i>	<i>13,4</i>
	0,6%	-15,8%	9,9%	5,7%	-11,8%	27,6%	91,7%	-
<b>Solde Global</b>	<b>-33,4</b>	<b>8,7</b>	<b>-192,3</b>	<b>-8,4</b>	<b>69,9</b>	<b>-99,2</b>	<b>-485,2</b>	-
	<i>-42,3</i>	<i>-99,2</i>	<i>-72,7</i>	<i>-2,7</i>	<i>-13,7</i>	<i>-48,7</i>	<i>-50,1</i>	<i>7,0</i>
	-21,1%	-108,7%	164,6%	208,4%	-608,4%	103,7%	867,7%	-100,0%

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2018. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

**Source** : CNPE/Commission de l'UEMOA

#### 2.4.2. Dépenses

Au premier trimestre 2019, les dépenses publiques totales de l'Union se sont affichées en hausse de 564,5 mds, soit une augmentation relative de 17,7%, par rapport au premier trimestre 2018. Cette évolution s'explique par la hausse du niveau des dépenses publiques dans la quasi-totalité des Etats membres et, en particulier, dans les deux premières économies de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire (+125,8 mds, +10,7%) et au Sénégal (+359,9 mds, +54,9%). Sur la période, le Burkina Faso a affiché une baisse de ses dépenses publiques totales, avec un repli évalué à 75,5 mds (-15,9%).

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales selon leurs composantes permet de constater que la hausse enregistrée au niveau global a, certes, été

provoquée, en partie, par la hausse des dépenses courantes, mais aussi et surtout, par celle des dépenses en capital. S'agissant de la hausse des dépenses courantes, elle a été portée par les hausses de dépenses constatées dans la plupart des économies de l'Union, notamment au Sénégal (+100,4 mds, soit +51,9%), au Niger (+36,1 mds, soit +26,0%), au Bénin (+34,4 mds, soit +20,2%) et en Côte d'Ivoire (+27,4 mds, soit +3,7%). Concernant les dépenses en capital, elles ont affiché une augmentation de 234,4 mds (+25,6%), essentiellement tirées par la hausse de 202,1 mds (+91,7%) observée au Sénégal et, dans une moindre mesure, en Côte d'Ivoire (+30,9 mds, soit +9,9%) et au Niger (+28,1 mds, soit +27,6%). Seuls le Burkina Faso (-17,5 mds, soit -15,8%) et le Mali (-10,0 mds, soit -11,8%) ont affiché des replis de leurs dépenses d'investissement sur la période étudiée.

### **2.4.3. Solde budgétaire**

Au terme du premier trimestre 2019, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union a connu une détérioration de 410,5 mds, par rapport au premier trimestre 2018, pour se situer à -740,0 mds. Cette dégradation du solde budgétaire global de l'Union s'explique essentiellement par l'aggravation du déficit budgétaire enregistrée au Sénégal (-435,1 mds, soit +867,7%) et, dans de moindres mesures, en Côte d'Ivoire (-119,7 mds, soit +164,6) et au Niger (-50,5 mds, soit +103,7%). Dans les autres Etats membres de l'Union, les évolutions les plus remarquables ont porté sur les améliorations de solde budgétaire, respectivement observées au Burkina Faso (+107,8 mds, soit -108,7%) et au Mali (+83,6 mds, soit -608,4%), qui ont conduit ces deux pays à afficher des positions budgétaires excédentaires au terme du premier trimestre 2019.

## **2.5. Situation monétaire**

### **2.5.1. Masse monétaire**

Au terme du premier trimestre de l'année 2019, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent une augmentation de 10,9 mds (soit, +0,04%) de la masse monétaire, soit une progression quasi-nulle, par rapport au dernier trimestre de l'année 2018. Cette stabilité des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution quelque peu contrastée de la masse monétaire dans les Etats membres de l'Union. En effet, sur la période considérée, si cette dernière s'est inscrite en hausse au Burkina Faso (+176,3 mds, soit +4,7%), au Bénin (+14,5 mds, soit +1,0%) et au Togo (+25,9 mds, soit +1,5%), elle s'est en revanche affichée en baisse dans les autres Etats membres de l'Union, notamment au Sénégal (-55,7 mds, soit -1,1%), au Niger (-55,2 mds, soit -4,7%), au Mali (-42,7 mds, soit -1,6%) et en Côte d'Ivoire (-37,7 mds, soit -0,4%).

### **2.5.2. Actifs extérieurs nets**

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du premier trimestre de l'année 2019 indique une évolution à la hausse de 200,3 mds, correspondant à une amélioration relative de 2,5%, par rapport au quatrième trimestre de l'année écoulée. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union

s'explique essentiellement par la forte progression des avoirs extérieurs nets du Bénin qui se sont affichées en hausse de 378,6 mds (+31,9%), pour se situer à 1565,7 mds au terme du premier trimestre de l'année 2019 et, dans une moindre mesure, par les hausses également relevées au Burkina Faso (+69,3 mds, soit +4,8%) et au Niger (+14,3 mds, soit +4,6%). Sur la même période, elles se sont repliées dans les autres Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (-77,4 mds, soit -3,8%) et au Sénégal (-72,7 mds, soit -4,0%).

**Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA**

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Masse monétaire</b>	<b>1 410,4</b>	<b>3 891,9</b>	<b>9 686,0</b>	<b>350,4</b>	<b>2 701,7</b>	<b>1 126,2</b>	<b>5 204,0</b>	<b>1 752,0</b>
	<i>1 395,9</i>	<i>3 715,6</i>	<i>9 723,7</i>	<i>365,0</i>	<i>2 744,4</i>	<i>1 181,4</i>	<i>5 259,7</i>	<i>1 726,0</i>
	1,0%	4,7%	-0,4%	-4,0%	-1,6%	-4,7%	-1,1%	1,5%
<b>Actifs Extérieurs Nets</b>	<b>1 565,7</b>	<b>1 512,8</b>	<b>1 954,7</b>	<b>186,8</b>	<b>265,4</b>	<b>323,6</b>	<b>1 751,1</b>	<b>545,5</b>
	<i>1 187,1</i>	<i>1 443,5</i>	<i>2 032,1</i>	<i>233,7</i>	<i>313,5</i>	<i>309,3</i>	<i>1 823,8</i>	<i>562,2</i>
	31,9%	4,8%	-3,8%	-20,1%	-15,4%	4,6%	-4,0%	-3,0%
<b>BCEAO</b>	<b>766,4</b>	<b>259,9</b>	<b>-</b>	<b>161,0</b>	<b>110,9</b>	<b>262,7</b>	<b>1 170,7</b>	<b>-</b>
	<i>426,0</i>	<i>310,5</i>	<i>-</i>	<i>169,8</i>	<i>106,9</i>	<i>294,9</i>	<i>1 171,1</i>	<i>-</i>
	79,9%	-16,3%	-	-5,2%	3,7%	-10,9%	0,0%	-
<b>Banques Commerciales</b>	<b>799,3</b>	<b>1 252,9</b>	<b>-</b>	<b>25,8</b>	<b>154,5</b>	<b>60,9</b>	<b>580,4</b>	<b>-</b>
	<i>761,1</i>	<i>1 133,0</i>	<i>-</i>	<i>64,0</i>	<i>206,6</i>	<i>14,4</i>	<i>652,7</i>	<i>-</i>
	5,0%	10,6%	-	-59,7%	-25,2%	322,9%	-11,1%	-
<b>Créances sur les autres secteurs</b>	<b>1 446,8</b>	<b>2 718,5</b>	<b>7 015,0</b>	<b>103,3</b>	<b>2 521,8</b>	<b>851,0</b>	<b>4 128,0</b>	<b>1 202,7</b>
	<i>1 584,0</i>	<i>2 666,1</i>	<i>7 018,3</i>	<i>103,0</i>	<i>2 556,7</i>	<i>942,5</i>	<i>4 275,0</i>	<i>1 225,7</i>
	-8,7%	2,0%	-0,05%	0,3%	-1,4%	-9,7%	-3,4%	-1,9%
<b>Créances nettes sur l'administration centrale</b>	<b>-330,4</b>	<b>89,1</b>	<b>2 431,7</b>	<b>101,3</b>	<b>476,3</b>	<b>274,6</b>	<b>554,4</b>	<b>214,3</b>
	<i>-40,0</i>	<i>225,6</i>	<i>1 846,6</i>	<i>70,0</i>	<i>522,5</i>	<i>262,8</i>	<i>467,8</i>	<i>208,6</i>
	725,6%	-60,5%	31,7%	44,7%	-8,83%	4,5%	18,5%	2,8%

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2018. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

**Source** : BCEAO

### 2.5.3. Créances sur les autres secteurs

Sur le premier trimestre de l'année 2019, les créances sur les autres secteurs ont globalement enregistré un recul de 384,3 mds au niveau de l'Union, soit une baisse relative de 1,9%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, résulte des baisses relativement importantes observées dans la plupart des Etats membres, en particulier au Bénin (-137,2 mds, soit -8,7%), au Sénégal (-147,0 mds, soit -3,4%) et au Niger (-91,5 mds, soit -9,7%). Sur la même période, seuls le

Burkina Faso (+52,4 mds, soit +2,0%) et la Guinée-Bissau (+0,3 mds, +0,3%) ont affiché une évolution à la hausse des créances sur les autres secteurs.

#### **2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale**

Au terme du premier trimestre de l'année 2019, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 3811,4 mds, contre 3563,8 mds au trimestre précédent, soit une augmentation de 247,7 mds, correspondant à une dégradation relative de 6,9%. Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de la position nette des administrations centrales vis-à-vis du secteur bancaire de l'Union s'explique particulièrement par les hausses constatées en Côte d'Ivoire (+585,1 mds, soit +31,7%) et, dans de moindres mesures, au Sénégal (+86,7 mds, soit +18,5%) et en Guinée-Bissau (+31,5 mds, soit +44,7%). En effet, ces hausses de créances du secteur bancaire sur les administrations centrales n'ont que partiellement été compensées par les baisses enregistrées par ce même agrégat au Bénin (-290,4 mds, soit +725,6%) et au Burkina Faso (-136,5 mds, soit -60,5%). Dans les autres Etats membres de l'Union, les évolutions observées sont restées relativement modérées.

#### **2.6. Activités de la BRVM<sup>7</sup>**

Au mois de mars 2019, les indices BRVM10 et BRVM composite ont reculé, respectivement de 21,6% et de 26,1%, sous l'effet de la baisse de l'ensemble des indices sectoriels. Les indices « BRVM-Transport » (-57,1%), « BRVM-Industrie » (-50,0%), « BRVM-Agriculture » (-45,6%), « BRVM-Finances » (-27,4%), et « BRVM-Distribution » (-27,9%) ont connu les baisses les plus fortes.

S'agissant de la capitalisation boursière, elle a fléchi de 14,7% du fait de la baisse de la capitalisation du marché des actions de 28,0%, combinée à une hausse de celle du marché des obligations de 15,6%. Le volume et la valeur transigés ont enregistré des replis respectifs de 67,4% et 68,2%. Ceci dénote la faible liquidité de la place boursière. Au mois de mars 2019, la valeur totale des transactions s'est établie à 8,44 milliards pour 8 193 866 titres échangés.

#### **2.7. Taux de change effectif réel<sup>8</sup>**

Le taux de change effectif réel (TCER) a baissé de 4,7% au premier trimestre 2019 par rapport à la même période de l'année passée. Cette évolution traduit un gain de compétitivité de l'Union, lié principalement au différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA (-3,4%) par rapport à ses partenaires et au repli du taux de change effectif nominal (-1,3%).

L'évolution du taux de change effectif nominal au premier trimestre 2019 traduit principalement la dépréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport au dollar américain (-7,6%), au naira (-7,2%), au yen japonais (-6,0%), au franc suisse (-2,8%)

<sup>7</sup> Extrait de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin mars 2019

<sup>8</sup> Extrait du Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA, BCEAO, juin 2019.

et au yuan chinois (-2,0%). En revanche, le franc CFA s'est apprécié par rapport au rand sud-africain (+8,2%), au cedi ghanéen (+5,1%) et à la roupie indienne (+1,2%). Quant au taux d'inflation dans l'Union, il s'est situé à 0,1% au premier trimestre 2019 contre une hausse de 3,5% en moyenne dans les pays partenaires.

### 3. Principaux faits marquants

#### 3.1. Environnement international

**Mars 2019** - La commercialisation de produits de contrefaçon connaît une forte hausse dans le monde. Les produits contrefaits ou piratés ont représenté l'équivalent de 3,3% du commerce mondial en 2016, soit 509 milliards de dollars, contre 2,5 % du commerce mondial en 2013, selon une étude publiée ce mois, par l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques. Un manque à gagner énorme qui touche d'abord le commerce de chaussures, de vêtements et d'articles en cuir. Mais d'autres types de produits circulent sur les marchés parallèles, notamment les produits médicaux et pharmaceutiques.

**Source** : rfi.fr

**Mars 2019** - Face au risque d'un ralentissement de l'économie en zone euro, Mario Draghi, le Président de la Banque centrale européenne, a décidé de repousser la hausse des taux d'intérêt à 2020 et d'accorder des prêts massifs aux banques. Une annonce bien accueillie par les marchés boursiers. Contrairement aux prêts accordés en 2008 qui avaient servi à enrayer la crise financière, ces nouveaux prêts annoncés par Mario Draghi vont servir à soutenir, voire stimuler l'activité économique dans la zone euro.

**Source** : rfi.fr

**Février 2019** – Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un record de 1 370 milliards de dollars en 2018. C'est le résultat d'une étude de la société de gestion Janus Henderson Global Investors. L'augmentation de la rémunération des actions dépasse les 9%. La tendance est globale : dans le monde, neuf entreprises sur 10 ont augmenté ou maintenu leurs dividendes. Mais, ils n'ont pas augmenté partout de la même manière. La hausse frôle les 17% dans les pays émergents, tandis qu'au Royaume-Uni, elle reste limitée à 4%.

Le cabinet Janus Henderson explique cette croissance par plusieurs facteurs : la réduction des impôts aux Etats-Unis n'y serait pas pour rien. Et puis, les secteurs bancaire, minier et pétrolier ont normalisé leurs paiements des dividendes après une période de vaches maigres sur fond de crise. D'ailleurs, au palmarès de ceux qui reversent le plus de dividendes, la Royal Dutch Shell, est en tête pour la troisième année. Sa concurrente Exxon Mobil figure en troisième position.

**Source** : rfi.fr

**Janvier 2019** - L'indice des directeurs d'achat pour les services en Chine, PMI, calculé par le cabinet IHS Merkit s'est établi à 53,6 en janvier 2019, après les chiffres semblables enregistrés au mois de novembre et décembre. Signe que ce secteur

crucial de la deuxième économie mondiale continue de progresser. De plus, les prestataires de services ont enregistré la plus forte augmentation des commandes à l'exportation depuis plus d'un an. Et le taux de création d'emplois a atteint des sommets depuis trois mois.

Confrontée au ralentissement de son économie, la Chine entend changer son modèle économique pour aller vers les services. Actuellement, ils constituent plus de la moitié de son PIB et sont pour Pékin un moteur de croissance essentiel.

**Source** : rfi.fr

### 3.2. Pays de l'UEMOA

**Mars 2019** – Bénin - Il n'y a pas encore d'annonce officielle, mais plusieurs sources du ministère des Finances confirment, l'imminence d'une émission d'obligations sur le marché international. Une première incursion du Bénin sur les marchés obligataires en dehors de la zone Franc. Le montant de l'opération n'est pas encore connu, mais il sera libellé en euros et aura une échéance maximale de huit ans. Pour conduire l'opération, le pays a fait appel à trois banques : Citigroup Inc., Natixis SA et Société Générale SA qui, depuis le 13 mars, ont entamé des discussions aux États-Unis et en Europe avec de potentiels acheteurs de ces eurobonds ou euro-obligations, considérées comme des obligations publiques émises, en monnaies étrangères, sous forme d'emprunt.

**Source** : Jeuneafrique.com

**Mars 2019** – Sénégal et Guinée Bissau - Le plus grand groupe de production et d'exploration pétrolière de Chine devient opérateur d'un bloc à la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. Le géant chinois, déjà présent en Ouganda, au Ghana et au Nigeria, fait son entrée au Sénégal et en Guinée-Bissau.

L'arrivée de CNOOC intervient après la découverte de gisements pétroliers et gaziers au large des côtes du Sénégal, qui ont déjà attiré d'autres leaders mondiaux, comme le britannique BP. Mais la prise de participation de CNOOC dans un permis situé à la frontière de ces deux pays se fait dans un contexte d'incertitude juridique sur cette zone.

**Source** : Jeuneafrique.com

**Mars 2019** - Mali - Le Mali va construire 4 740 km de nouvelles voies ferrées, dont 3 240 au Mali, pour relier Kidal aux ports de Conakry (Guinée), Dakar (Sénégal) et San Pedro (Côte d'Ivoire).

Ces voies ferrées permettraient d'exploiter de nouvelles mines et d'acheminer leur production vers les trois ports, mais aussi de transporter des marchandises et des passagers à 120 km/h.

**Source** : Jeuneafrique.com

**Février 2019** – Niger - Le Niger veut mobiliser 60 milliards de FCFA (91,5 millions d'euros) sous forme d'obligations sur le marché de l'UEMOA afin de financer son programme d'investissement 2019.

Le Niger a émis, ce mois de février, six (06) millions d'obligations sur les marchés financiers de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), pour une valeur unitaire de 10 000 FCFA. L'opération devrait prendre fin le 25 mars 2019. L'État nigérien annonce un taux d'intérêt annuel de 6,5 % par opération, pour les sept années à venir. Les premiers coupons seront à régler un an après leur acquisition.

**Source** : [Jeuneafrique.com](http://Jeuneafrique.com)

**Février 2019** – Togo - Plus de 50 000 ménages ruraux vulnérables bénéficieront d'un projet de 35 millions de dollars destiné à stimuler la croissance économique rurale inclusive et à créer des emplois dans les zones rurales, grâce à une approche axée sur les filières agricoles, selon les détails d'un accord de financement conclu jeudi 07 février 2019 par le gouvernement togolais et le Fonds international de développement agricole (FIDA). L'accord de financement a été signé à Lomé par Lisandro Martin, directeur régional de la division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, et Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances.

**Source** : [www.republicoftogo.com](http://www.republicoftogo.com)

**Janvier 2019** – Togo - Le Togo bénéficie d'un prêt de 15 millions de dollars US auprès du Fonds pour le développement d'Abu-Dhabi (ADFD) et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

Ce financement, selon le gouvernement, va permettre à l'Etat togolais de construire une centrale solaire photovoltaïque raccordée au réseau de 30 MW. Un projet qui a pour finalité la fourniture d'une énergie propre et fiable à environ 700.000 ménages et petites entreprises togolais et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 9242 tonnes/an.

**Source** : [Afreepress](http://Afreepress)

## Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au premier trimestre 2019 est globalement mal orientée. En effet, la campagne agricole 2018/2019 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs pays de l'Union, sauf dans quelques-uns d'entre eux et la production industrielle a baissé en Côte d'Ivoire et au Niger, en Guinée Bissau et au Togo. De même, le chiffre d'affaires du commerce a baissé dans les deux principales économies de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en baisse, à l'exception du cacao et de l'or.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une hausse des exportations et des importations induisant un solde commercial qui s'améliore. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui se dégrade. Les avoirs extérieurs nets, la masse monétaire et les créances sur les autres secteurs ont, tous, enregistré des hausses.

En somme, malgré le poids des matières premières dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est mal orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, ce premier trimestre de l'année est caractérisé par un environnement international difficile avec la poursuite de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et le durcissement progressif des conditions financières. Cela augure de jours difficiles pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cet environnement défavorable n'encourage pas la hausse de la demande de matières premières et ne favoriserait pas la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union pour les prochains mois.

Au plan des prévisions, le FMI n'est pas optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour l'année 2019 et, en conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières n'est pas assurée pour le reste de l'année, puisque la demande de celles-ci pourrait baisser. Dans ces conditions, même si la croissance en Afrique subsaharienne s'améliore, les éléments précités n'augurent pas d'une bonne orientation de la conjoncture pour le reste de l'année 2019.